

**Intronisation à l'Académie de Stanislas
de Son Eminence le Cardinal Paul Poupard
Président Émérite du Conseil pontifical de la Culture**

**Grand Salon de l'Hôtel de Ville
14 mai 2010**



Discours de Monsieur Bernard Guerrier de Dumast

Comme le rappellera dans un instant notre président, notre Compagnie, à l'instar de l'Académie française et de quelques autres, s'est depuis longtemps honorée de compter parmi ses membres, des «Princes de l'Église» dont, bien entendu, le cardinal Tisserant, grand Lorrain s'il en fut, doyen du Sacré Collège, à la mémoire duquel l'association que je préside a fait placer en décembre 2006 une plaque commémorative dans notre église de Saint-Nicolas des Lorrains à Rome.

C'est lui en effet qui encouragea, il y a un peu plus de cinquante ans, plusieurs membres de notre Académie à renforcer l'antique confraternité des Lorrains sous le nom d'Association des amis de Saint-Nicolas des Lorrains à Rome, pour restaurer notre église nationale dans la ville éternelle.

Son Eminence, le Cardinal Poupard, président du Conseil pontifical de la Culture du Saint-Siège depuis 1982, nommé en outre Président du Conseil pontifical pour le dialogue inter-religieux en 2006, a été élu membre associé-correspondant national de notre compagnie en 2007.

À ce titre, en ce mois de mai qui est celui de l'Europe et en cette année 2010 qui commémore le 60^e anniversaire de la déclaration du 9 mai 1950 de Robert Schumann, il nous fait l'honneur de venir présenter une communication sur le Saint-Siège et la construction européenne.

Éminence, notre président, sachant les liens qui nous unissent et qui vous unissent à Saint-Nicolas des Lorrains, m'a demandé de vous présenter à cette brillante assemblée. Tâche redoutable tant votre notoriété est grande, mais tâche facilitée par votre modestie, tant nombre de vos activités ont été soigneusement maintenues par vous dans l'ombre.

Paul Poupard est né le 30 août 1930 dans une famille de paysans et de vigneron. À la suite de ses études effectuées au petit séminaire de Beaupréau, puis à la faculté de Théologie de l'Université Catholique de l'Ouest, il est ordonné prêtre en 1954. Il devient alors professeur de lettres, puis aumônier d'étudiants avant d'exercer un ministère paroissial à Paris et d'être attaché au Centre National de la Recherche Scientifique en 1958. Docteur en Théologie, il a également obtenu un doctorat en histoire à la Sorbonne et il est diplômé de l'École Pratique des Hautes Etudes.

Appelé «provisoirement» à Rome en 1959, il y reste d'abord douze ans, responsable de la section francophone de la secrétairerie d'Etat, en pleine époque du Concile. Collaborateur de Jean XXIII - qu'il évoquera en 2003 dans l'une de ses conférences de Carême à Notre Dame de Paris-, il travaille ensuite dans la proximité appréciée de Paul VI : il sera ainsi un des rédacteurs de l'encyclique *Populorum progressio*, en 1967.

En 1971, Paul Poupard revient en France. Recteur de l'Institut Catholique de Paris, il en développe le rayonnement international, tout en devenant en 1979, évêque auxiliaire du Cardinal Marty. L'année suivante, il accueille Jean-Paul II à la Catho de Paris : la visite semble satisfaire le Pape puisque, à peine quelques jours après, Monseigneur Poupard est convoqué à Rome, où il se voit confier la création du Conseil Pontifical de la Culture (ce sera chose faite deux ans plus tard). Dans le même temps, il succède au Cardinal Koenig à la tête du Secrétariat pour les non-croyants ; les deux dicastères fusionneront en 1993.

Créé cardinal en 1985, Paul Poupard multiplie conférences et colloques internationaux avec un seul objectif : la réconciliation du monde intellectuel ou plus généralement de la culture avec le message chrétien, ce que Paul VI définissait comme un «troisième cercle», après le dialogue œcuménique et le dialogue inter-religieux. Cette mission, le fin cardinal angevin la mène sur tous les fronts : depuis la «vieille Europe» où, selon ses termes, les chrétiens sont «sociologiquement majoritaires» mais «culturellement minoritaires», jusqu'en cette Asie qu'il sent «culturellement sensible» à un message chrétien qui doit nécessairement s'y inculturer.

Président du Conseil Pontifical de la Culture depuis 1982, il a été nommé en outre en 2006, Président du Conseil Pontifical pour le Dialogue inter-religieux.

Grand amateur de livres, comme en témoigne l'imposante bibliothèque de 15 000 volumes qui jouxte son bureau au palais Saint-Calixte, il est lui-même l'auteur de nombreux ouvrages - traduits en de multiples langues - notamment sur le Vatican, sujet qu'il connaît particulièrement bien, ayant été le plus ancien chef de dicastère en poste.

Mais ce Romain d'adoption a toujours conservé une pointe d'accent français à son excellent italien : signe que l'attachement à la France reste vif. Il n'oublie d'ailleurs jamais de défendre, au sein d'une Curie de plus en plus internationale, la place de la France et de sa langue.

Par son engagement spontané en faveur de notre Eglise lorraine à Rome, il vient encore de le démontrer.

C'est lui qui a su convaincre notre ambassadeur auprès du Saint-Siège et les responsables des Pieux Etablissements de la France à Rome, de la nécessité d'installer dans le logement qu'il avait jadis occupé, une petite communauté religieuse pour desservir Saint-Nicolas des Lorrains.

C'était en effet un problème non résolu que cet édifice restauré à grand peine et à grands frais ne soit pas refermé sur lui-même comme les portes de l'église que de nombreux visiteurs lorrains se plaignaient de trouver closes quand ils s'y rendaient.

Grâce à son action persévérante et à son don de la persuasion, l'église est aujourd'hui ouverte au public, illuminée, desservie et accessible à tous.

J'ajouterai enfin que le Cardinal Poupard a été primé par l'Académie Française pour l'ensemble de son œuvre et qu'il est commandeur de la Légion d'honneur.

C'est donc avec enthousiasme que nous accueillons aujourd'hui,

Son Eminence, le Cardinal Poupard, naturalisé est lorrain par notre Compagnie, permettant ainsi à l'Académie de Stanislas de renouer avec une solide tradition en accueillant dans ses rangs un digne successeur des «Princes de l'Eglise» qui l'ont, dans les siècles passés, honorés de leur présence.

Discours du Président Robert Mainard

Puisque votre Eminence a fait à l'Académie de Stanislas, l'immense honneur d'accepter d'en devenir membre Associé Correspondant National, je voudrais, en quelques mots, évoquer certains éléments de l'histoire de notre Compagnie, de sa vie présente aussi, et tenter de montrer ce qu'elle peut représenter dans la ville, dans la région et finalement dans le pays.

Notre Académie a été fondée par le roi Stanislas le 28 décembre 1750, en même temps d'ailleurs que la bibliothèque publique, aujourd'hui Bibliothèque Municipale de Nancy.

Elle s'intitulait, au départ, *Société Royale des Sciences et Belles Lettres de Nancy*

À l'origine, ses membres se réunissaient au Palais Ducal avant d'être accueillis dès 1763 dans le nouvel Hôtel de ville, construit par le roi de Pologne, sur la place qui porte, aujourd'hui, son nom après s'être primitivement appelée *Place Royale* en hommage à Louis XV, gendre de Stanislas.

Lorsque notre compagnie s'est reconstituée, après une interruption due à la révolution et qui dura de 1793 à 1802, elle se réunissait alors dans une salle des anciens bâtiments de l'Université Lorraine, bâtiments qui sont occupés de nos jours par la Bibliothèque Municipale, rue Stanislas. Si, de nos jours, elle siège toujours dans ce local, elle a pu, toutefois, conserver l'usage du Salon Carré de l'Hôtel de Ville pour ses séances solennelles.

Parmi les premiers membres de cette Académie au XVIII^{ème} siècle les plus célèbres furent Montesquieu, Fontenelle, La Condamine, Buffon, Maupertuis puis ultérieurement François de Neufchâteau et l'Abbé Grégoire.

On peut, d'ailleurs, affirmer que l'esprit de Stanislas, l'esprit du siècle des Lumières a perduré au sein de l'Académie pendant toute son histoire.

Lasse des divers changements de régime politique qui lui imposaient, à chaque révolution de prendre une nouvelle dénomination elle a décidé, en 1852, d'adopter un nom définitif celui d'*Académie de Stanislas*.

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, notre Académie a connu une période particulièrement brillante : elle rassemblait, alors, de grands universitaires comme le mathématicien Henri Poincaré et le biologiste Cuénot, des chefs militaires prestigieux comme les Maréchaux Lyautey et Foch, des écrivains comme Maurice Barrès et René Bazin, et des artistes comme Emile Gallé ou Victor Prouvé.

Au cours du XX^{ème} siècle, le Maréchal Juin et l'Archiduc Otto de Habsbourg ainsi que de nombreux membres de l'Académie Française en ont fait partie comme Pierre Mesmer, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.

Parmi toutes les célébrités qui ont fréquenté et honoré notre Académie je souhaiterais, votre Eminence, m'attarder quelque peu sur quelques princes de l'église.

Tout d'abord nous évoquerons la mémoire du **Cardinal François Mathieu** qui fut associé correspondant en 1878, titulaire en 1879 et qui exerça les fonctions de secrétaire annuel en 1885.

Il publia un certain nombre d'articles dans nos mémoires :

Un prédicateur contemporain (Burke) en 1881.

L'abbé Rohrbacher en 1882.

Un romancier lorrain au XII^e siècle en 1882.

Et fut, par ailleurs, l'auteur, parmi d'autres œuvres, d'un livre important intitulé : *L'ancien régime dans la province lorraine et le Barrois d'après des documents inédits* (1698-1789).

Il fut évêque d'Angers en 1893, consacré par le Cardinal Guillaume Meignan, et créé Cardinal par le pape Léon XIII en 1899.

Il fut, enfin, élu membre de l'Académie Française en 1906.

Il convient de signaler que le Cardinal Mathieu a fait partie d'une commission d'enquête parlementaire sur les programmes d'enseignement, préconisant d'attribuer la première place au latin et manifestant une certaine méfiance à l'invasion des sciences et à la prépondérance des langues modernes.

Il a remis à notre compagnie, par testament, un portrait de Benjamin Constant, placé depuis dans la salle des séances de notre Académie.

Il décéda en 1908 à Londres où il participait à un congrès eucharistique.

Le **Cardinal Eugène Tisserant** a été l'une des figures majeures de l'église du XX^e siècle.

Il fut aussi un éminent orientaliste.

Associé correspondant lorrain de 1932 à 1972, il fut reçu en juillet 1949 à l'Académie alors qu'il était Légat du pape au congrès eucharistique de Nancy.

Au sein de notre compagnie, il présenta deux communications :

- *L'action de la France dans le proche orient asiatique pendant la première guerre mondiale.*

- *Rayonnement intellectuel du grand séminaire de Nancy dans le recueil : «Hommage de la Lorraine à la France».*

Le Cardinal Tisserant participa aux deux guerres mondiales. Blessé dans la première il rejoignit les services secrets dans la seconde.

Créé Cardinal en 1936 par le pape Pie XI il fut consacré évêque en 1937 par le futur pape Pie XII.

Il remplit de nombreuses fonctions au Vatican.

Parlant couramment cinq langues il fut particulièrement chargé par le Saint-Siège de diverses missions internationales.

Doyen du Sacré Collège il présida deux conclaves celui de 1958 (élection de Jean XXIII) et celui de 1963 (élection de Paul VI).

Il participa activement au mouvement de canonisation de Jeanne d'Arc en 1920.

C'est en 1961 qu'il fut élu membre de l'Académie Française.

Il décéda en 1972, léguant près de 20 000 ouvrages à la bibliothèque diocésaine de Nancy.

Le **Cardinal Paul-Emile Léger** fut archevêque de Montréal de 1950 à 1967.

Consacré évêque en 1950, il fut créé Cardinal en 1955 par le pape Pie XII.

Il fut l'un des leaders du concile Vatican II.

Après avoir enseigné la théologie au séminaire Saint-Sulpice à Paris, il fut professeur de Sociologie à Montréal et Professeur d'Apologétique à l'Institut Pie XI

En 1968, il démissionna de son poste d'Archevêque pour partir, à 64 ans, en tant que missionnaire au Cameroun afin de prendre en charge des lépreux et des polyos.

Il a accepté d'être élu Associé Correspondant étranger dans notre compagnie, en précisant : «Cette acceptation ne m'astreindra à aucune obligation quelle qu'elle soit».

Mais il affirmera, dans un courrier à l'Académie, après son élection :

«Pour le moment je ne puis nullement assurer de responsabilités au sein de l'Académie. J'essaierai dans ce tiers monde d'être le témoin des valeurs spirituelles et humaines que l'Académie a toujours défendues».

Le **Chanoine Etienne Drioton**, Associé Correspondant Lorrain de notre Académie de 1945 à 1961 fit deux communications :

L'œuvre archéologique de la France en Egypte (1950)

Le théâtre dans l'ancienne Egypte (1953).

Le chanoine Drioton fut un chercheur et un enseignant de très haut niveau dans le domaine de l'égyptologie. Docteur en philosophie et en théologie, il était, par ailleurs, diplômé en sciences bibliques et en langues orientales.

Il a participé à de nombreuses fouilles en Egypte.

Professeur de philologie égyptienne et copte à l'Institut catholique en 1919, il fut nommé, par le gouvernement égyptien, directeur des Antiquités de l'Egypte pendant seize ans.

Il fut ensuite professeur à l'institut d'égyptologie du Caire.

En 1952 il fut nommé conservateur en chef au musée du Louvre et Directeur au CNRS.

En 1957 il devint professeur au Collège de France.

Il mourut en 1961 à Paris.

Il existe à Nancy une association «*Cercle Scientifique Etienne Drioton*» dont le but est de diffuser l'œuvre du chanoine et de perpétuer son souvenir et à l'initiative de laquelle une plaque a été apposée sur sa maison natale il y a quelques mois, 82 rue Stanislas, presque en face du siège de notre Académie.

Par ailleurs, il convient de signaler que l'Académie a mis un point d'honneur à continuer à siéger sous les obus allemands en 1914-1918 et à refuser de le faire quand la ville de Nancy fut occupée de 1940 à 1944.

Elle a retrouvé un fonctionnement normal à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

On peut s'interroger sur les fonctions, les missions d'une compagnie comme l'Académie de Stanislas, à l'instar d'autres compagnies similaires.

Jouer, en quelque sorte, le rôle de conservatoire des Connaissances et de la Culture peut être considéré comme une première fonction. Diffuser auprès d'un public le plus large possible des informations et des connaissances actua-

lisées dans tous les secteurs que nous permet d'aborder notre pluridisciplinarité intrinsèque constitue une autre fonction.

Ces deux premières fonctions sont remplies dans le cadre de nos séances de travail qu'elles soient privées, hors les murs, publiques ou solennelles auxquelles il faut ajouter la publication des communications et des discussions afférentes dans les mémoires de l'Académie.

Enfin encourager l'activité et la création intellectuelles dans différents domaines tant scientifiques que littéraires ou artistiques peut aussi constituer l'un des objectifs de notre compagnie qu'elle s'efforce de réaliser par l'attribution de prix et de distinctions dans ces divers secteurs.

Par ailleurs l'Académie participe, encore, à de nombreuses manifestations culturelles, à Nancy ou dans l'ensemble de la Lorraine, auxquelles elle accorde volontiers son patronage.

Au plan structurel, elle comprend 36 membres titulaires, un nombre indéterminé d'associés correspondants locaux, résidant à Nancy ou aux environs, d'associés correspondants nationaux et d'associés correspondants étrangers.

L'Académie est administrée par un bureau qui comporte six confrères.

Elle se réunit en séance privée, à son siège, deux fois par mois. A chacune de ces séances, elle entend une communication faite par l'un de ses membres sur un sujet culturel qu'il soit à caractère scientifique, médical, littéraire, philosophique, juridique ou encore artistique. Les textes des communications, suivis du résumé des discussions qu'elles entraînent, sont publiés dans les *Mémoires de l'Académie*, ainsi que nous l'avons déjà signalé.

Dans le volume annuel de ces Mémoires sont aussi consignés les rapports sur les prix décernés, les textes des éloges funèbres et les discours de réception des nouveaux membres titulaires.

L'Académie siège deux fois par an en séance publique et solennelle, en principe au Salon Carré de l'Hôtel de Ville.

La séance de janvier est consacrée à la remise des prix décernés par l'Académie : Prix de dévouement, Prix littéraires, Prix scientifiques, Prix artistiques et enfin Grand Prix. Parmi les Académies de province elle est l'une de celles qui distribuent le plus grand nombre de prix. Cette séance de janvier est aussi l'occasion d'une rencontre avec les autorités municipales et de débattre avec celles-ci autour d'un thème qui change tous les ans.

La séance de mai est consacrée au discours de réception des nouveaux membres titulaires, qui les prononcent dans l'ordre de leur élection et à la mise en place du nouveau bureau.

Ces dernières années une partie musicale vient agrémenter certaines de nos manifestations. Nous avons chaque année une réunion tripartite avec les Académies de la grande région à vocation similaire à savoir l'Académie Nationale de Metz et l'Académie des Lettres, des Sciences et des Arts d'Alsace afin d'initier et de développer des actions communes.

L'Académie de Stanislas organise des colloques auxquels elle s'efforce de donner un niveau et un intérêt aussi élevés que possible avec la volonté de démontrer l'universalité et la pluridisciplinarité de ses activités ainsi que l'avait préconisé son fondateur.

Ainsi, en 2005 un colloque intitulé *L'éducation et les lumières*, auquel participèrent deux anciens ministres MM. Ferry et Fauroux, des personnalités comme le recteur Saint-Sernin, le Doyen Versini et nombre de nos confrères, fut l'occasion de revenir sur les conceptions de l'éducation et de la formation au siècle des lumières. Ce colloque se termina par une table ronde au cours de laquelle furent abordés les problèmes actuels de l'enseignement.

En 2008 un autre colloque organisé par notre compagnie sur le thème : *L'énergie et la gestion durable de la planète* a permis de faire le point sur les problèmes afférents à la consommation d'énergie au XXI^{ème} siècle. Les combustibles fossiles, les ressources en Uranium, les réacteurs du futur et l'avenir de la fusion nucléaire furent au centre des débats. De même les questions touchant à l'énergie solaire et aux autres énergies renouvelables furent abordées en présence de spécialistes, notamment de l'EDF.

En Novembre 2009 nous avons participé en liaison avec l'Académie Lorraine des Sciences et l'Institut Grand Ducal du Luxembourg section Sciences à un dernier colloque organisé à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Darwin et faisant écho aux discussions passionnées entendues ça et là autour du thème créationnisme-évolutionnisme. Ce colloque intitulé *Colloque Darwin : Héritage et enjeux pour notre société* a bénéficié du patronage de la ville de Nancy. Des spécialistes reconnus en Archéologie, Paléontologie et disciplines voisines y ont participé et la présidence scientifique était assurée par le Professeur Yves Coppens, Professeur au Collège de France et mondialement connu pour ses travaux en paléanthropologie.

Nous allons encore, cette année, d'ici quelques jours, participer activement à la célébration du bicentenaire de la naissance de Chopin en organisant conférences et concerts en liaison avec la direction du Conservatoire de Nancy. Certes la raison première de cette manifestation en est l'origine lorraine de Chopin mais, néanmoins nous allons tenter de conférer à cet événement une dimension nationale voire internationale.

**Discours de Son Eminence le Cardinal Paul Poupard
Président Émérite du Conseil Pontifical de la Culture
et du Conseil Pontifical pour le Dialogue Interreligieux
pour son intronisation à l'Académie de Stanislas**



**Le Saint-Siège et la construction européenne
Deux millénaires d'histoire**

Monsieur le Président, cher Monseigneur et chers Confrères,

C'est pour le cardinal angevin que je suis un grand honneur d'être reçu en cette prestigieuse Académie de Stanislas, à la suite des cardinaux François-Désiré Mathieu, Evêque d'Angers de 1893 à 1896, et Eugène Tisserant le Lorrain, qui m'honorait à Rome de son amitié, et dont je porte aujourd'hui la croix pectorale que lui avait donnée le Pape Paul VI, dont j'étais alors jeune collaborateur à la Secrétairerie d'Etat. Les liens historiques tissés entre la Lorraine et l'Anjou constituent un riche patrimoine commun, au cœur de l'élan millénaire de la construction européenne, dont le Saint-Siège demeure un inlassable artisan.

Le 1^{er} avril 2005, veille de la mort du Pape Jean-Paul II, le Cardinal Joseph Ratzinger recevait dans l'abbaye bénédictine Sainte-Scholastique de Subiaco, tout près de la grotte où vécut plusieurs années saint Benoît, le Prix Saint Benoît pour l'Europe. Et il prononçait à cette occasion un discours mémorable, sa dernière intervention avant son élection comme successeur de Pierre, que je vous propose comme point de départ à notre propos : «L'affirmation selon laquelle la mention des racines chrétiennes de l'Europe blesserait les sentiments des nombreux non-chrétiens qui vivent en Europe, est peu convaincante, vu qu'il s'agit avant tout d'un fait historique que personne ne peut sérieusement nier. [...] Qui serait offensé ? De qui l'identité serait-elle menacée ? Les musulmans, souvent et volontiers mis en cause à cet égard, ne se sentent pas menacés par nos bases morales chrétiennes, mais par le cynisme d'une culture sécularisée qui nie ses propres fondements. Et nos concitoyens juifs ne sont pas offensés

par la référence aux racines chrétiennes de l'Europe, dans la mesure où ces racines remontent jusqu'au mont Sinaï : elles portent l'empreinte de la voix qui se fit entendre sur la montagne de Dieu et nous unissent dans les grandes orientations fondamentales que le Décalogue a données à l'humanité. C'est la même chose pour la référence à Dieu : ce n'est pas la mention de Dieu qui offense ceux qui appartiennent à d'autres religions, mais plutôt la tentative de construire la communauté humaine absolument sans Dieu. Les raisons de ce double «non» sont plus profondes que ce que laissent penser les raisons avancées. Elles présupposent que la seule culture des lumières, radicale, laquelle atteint son plein développement à notre époque, pourrait être constitutive de l'identité européenne».

L'Europe fait aujourd'hui l'objet de nombreux discours, historiques et politiques, économiques et institutionnels, mais rares sont les interventions qui en soulignent la dimension culturelle, aujourd'hui pluraliste, largement façonnée par le christianisme. Comme nul autre continent, elle s'est lentement édifiée au cours de deux millénaires, en particulier sous l'impulsion d'hommes de foi, témoins de l'Évangile du Christ, porteurs d'un message d'amour et de liberté et agents d'un puissant mouvement unificateur, dont le Siège Apostolique fut l'âme dès les premiers siècles de notre ère.

Un rapide regard sur ces deux millénaires d'histoire nous permet de suivre le développement de ce processus unificateur, linéaire pour l'essentiel, mais aussi fort contrasté. En effet, si le Siège Apostolique promeut patiemment les solidarités propres au continent, les intérêts politiques et économiques ne coïncident qu'en partie avec ces perspectives, et il n'est pas rare qu'elles se heurtent à de vives oppositions dues aux ambitions nationales antagonistes.

Tout au long de vingt siècles d'histoire, les hommes et les institutions, les forces unificatrices et les tendances isolationnistes, ont entretenu une tension dont l'enjeu n'était rien moins que la construction d'une Europe unie, riche de son patrimoine culturel et spirituel. Témoin privilégié de la vocation de l'homme, le Siège apostolique prend le risque de n'être pas entendu, voire d'être contesté, pour exercer, selon sa nature propre, une influence spirituelle au service de l'unité européenne, caractérisée par l'humanisme intégral, pour reprendre le titre emblématique de l'ouvrage du philosophe Jacques Maritain, en 1936.

I. De l'empire païen à l'Europe : Rome «*caput et mater omnium ecclesiarum*»

La civilisation du continent européen prend son origine sur les rives de la Méditerranée, d'où elle rayonne durant huit siècles. Nourrie de la pensée grecque, et héritière des institutions romaines fécondées par la foi chrétienne entée sur l'olivier juif, l'Europe a reconnu en Rome son propre cœur^[1].

1. «*Les chrétiens sont partout*»

La venue de Pierre et Paul dans la Ville éternelle est la conséquence d'un ordre du monde européen régi alors par l'empire romain. Après trois siècles d'affrontement sanglant, la Rome impériale assume une dimension universelle, au moment même où décroît et disparaît sa suprématie politique, économique et militaire. L'auteur de la *Lettre à Diognète* n'hésite pas à écrire : «*Les chrétiens sont partout. Ce que l'âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde*» (c. VI), y édifiant inlassablement, pour le dire avec saint Augustin, *la Cité de Dieu* dans la cité des hommes. L'empire romain qui fournit au christianisme naissant les conditions de son implantation et de son rayonnement, voit l'explosion des forces barbares, sous la pression desquels l'empire vacille, avant de s'écrouler.

2. La naissance d'un monde nouveau

La chute de l'empire romain marque la fin d'un monde. Mais alors, sorti victorieux de son affrontement avec l'empire païen, le Siège Apostolique élabore un projet grandiose : conserver le meilleur de l'héritage de la civilisation gréco-romaine, et le fondre avec celui des cultures germaniques et slaves, en une société inspirée par l'enseignement du Christ. Mais, nous le savons, le Saint-Empire romain germanique ne couvrit jamais que la partie occidentale de l'Europe, et l'Orient s'éloigne peu à peu, jusqu'à la chute de Constantinople, le 29 mai 1453, qui consacre la rupture entre l'Orient et l'Occident, premier partage de l'Europe, suivant une frontière réactivée à la fin de la II^e Guerre mondiale par les accords iniques de Yalta^[2].

L'Occident chrétien conçoit la «*Respublica Christiana*, union de tous les croyants dans le Christ, dans une société fondée sur la commune profession de foi. En 494, le Pape Gélase pose les bases de cette société unie, mais sans confusion, entre deux ordres d'autorité : «*Deux principes régissent le monde : l'autorité sacrée des pontifes et le pouvoir royal. Des deux, c'est la charge des évêques qui est la plus lourde, puisqu'ils doivent aussi rendre compte devant Dieu, de ceux-là mêmes qui sont les rois*».

3. De Rome aux confins de l'Europe

Les Papes, avec Léon le Grand, Grégoire le Grand, Grégoire VII et Innocent III, furent plus souvent des inspirateurs, des coordinateurs, s'appuyant sur des hommes providentiels pour réaliser l'œuvre de Dieu. Qu'il suffise de nommer Benoît de Nursie et Benoît d'Aniane, Patrick et Colomban, Augustin de Cantorbéry et Boniface, Robert de Molesmes et Bernard de Clairvaux, Norbert de Xanten, Dominique de Guzman et François d'Assise, pour voir surgir la grande Europe, de l'Irlande au Portugal, des Pays Scandinaves à la Méditerranée.

L'épopée apostolique des deux frères **Cyrille et Méthode**, proclamés par le Pape Jean-Paul II, co-patrons de l'Europe, est hautement significative de l'engagement du Saint-Siège dans la construction d'une Europe unie. Cyrille et Méthode entreprirent leur mission d'évangélisation, pour répondre à la requête du Prince Rastislav de Grande-Moravie, demandant l'envoi à ses peuples d'un évêque en mesure de leur expliquer la vraie foi chrétienne **dans leur langue**. Le Pape Adrien II approuva les livres liturgiques slaves rédigés par les deux frères, et il ordonna de les déposer solennellement sur l'autel de la basilique romaine de Sainte-Marie-Majeure. Le Pape Jean VIII apporta une sanction définitive à la liturgie slavone en approuvant, en 880, le principe de l'usage de la langue slave dans la liturgie qu'avaient traduite les deux missionnaires. Cyrille et Méthode nous ont laissé un magnifique exemple de création d'une communauté de peuples diversifiée et solidaire. C'est le principe même de *catholicité* qui fait de l'Église un authentique **expert de l'Europe**. Loin de craindre la diversité, elle y trouve un enrichissement. Aussi respecte-t-elle les langues, les usages et les traditions propres des peuples, en tant qu'expressions de leurs valeurs et de leurs aspirations. La rencontre de l'Évangile avec la culture slave fut une vraie fécondation dont cette culture et l'Église tirèrent grand profit, l'une et l'autre. L'évangélisation des Slaves marque un pas important dans la contribution du Saint-Siège à la construction de l'Europe. Pour la première fois, l'Église latine avait la clairvoyance d'admettre la diversité d'expression liturgique et culturelle de la foi catholique^[3].

Le baptême de la Rus' de Kiev, préparé depuis le IX^e siècle, et scellé par la conversion de la princesse Olga en 955, est l'un des premiers fruits de l'œuvre accomplie par les saints Cyrille et Méthode. Des peuples aux cultures et aux coutumes si diversifiées, autrefois divisés, découvrent, grâce à l'Évangile, de nouvelles manières d'être. S'ils diffèrent de langues et de coutumes, ils ont conscience d'une réalité plus profonde qui leur donne le sentiment d'une union mystérieuse et infrangible^[4]. Avec la conversion tardive mais massive de la Lituanie en 1387, la grande famille des peuples chrétiens d'Europe fait du continent la «*Christianitas*» inspirée de principes chrétiens pour promouvoir un nouvel humanisme fécond pour l'Europe, mais aussi pour les autres Continents^[5].

II. Huit siècles d'élan et de résistances à la construction de l'Europe

À cette phase initiale de construction de l'Europe sur le fondement de la foi chrétienne, succède une période marquée par une tension permanente entre le Siège Apostolique et de nombreux États. Au cours des siècles qui séparent l'Europe contemporaine du drame de la rupture entre l'Orient et l'Occident, une histoire riche et contrastée voit émerger des groupes nationaux de plus en plus consistants qui ne tardent pas à s'affirmer comme d'authentiques États souvent en opposition avec le Pape, et entre eux. Il suffit d'évoquer le conflit entre Boniface VIII et Philippe le Bel. En quelques décennies, l'Europe transformée devient un champ de bataille où s'affrontent Français, Espagnols, Portugais, Autrichiens, Anglais, Hollandais, Allemands, pour s'assurer la prééminence européenne et, par là, mondiale.

Les données de l'histoire ont changé. À une communauté d'États réunis dans une même foi, conscients de partager les richesses d'un patrimoine commun, succède la poussée de forces centrifuges des nationalismes exacerbés et de la volonté de puissance des souverains.

1. Réforme grégorienne et affermissement de la chrétienté

Parmi les successeurs de Pierre qui jouèrent un rôle majeur dans la construction de l'Europe, le Pape Grégoire VII prend un relief particulier. Artisan d'une réforme morale sans précédent, des princes comme des évêques, ses vues élevées s'opposent aux intérêts matériels, politiques et économiques de l'empereur. C'est la fameuse «*querelle des investitures*» qui oppose Henri IV d'Allemagne à Grégoire VII, un conflit qui dégénère lorsque Henri IV proclame la déchéance du Pape, et que Grégoire VII dépose l'empereur et délègue tous ses sujets de leur serment d'obéissance envers leur souverain. L'humiliation impériale de Canossa, en 1077, rebondit plus tard avec la non moins fameuse «*querelle du Sacerdoce et de l'Empire*», à laquelle la soumission de l'empereur Barberousse met fin.

Sous l'impulsion de Grégoire VII et de ses successeurs immédiats, les grands ordres religieux couvrent l'Europe entière de leurs abbayes et de leurs monastères. Cluny, Fontevault, Cîteaux, la Chartreuse, Clairvaux, Prémontré, étendent leurs fondations jusqu'en Russie. Les noms français de ces abbayes chefs d'ordre, et ceux des artisans de la réforme grégorienne, Pierre le Vénérable, Pierre l'Ermite, Robert d'Arbrissel, Bruno, Robert de Molesmes, Bernard, Norbert, nous font prendre la juste dimension des premières institutions supranationales stables au-dessus des particularismes nationaux.

L'influence du Siège Apostolique dans la construction d'une communauté de foi et de vie se manifeste également par le développement des études théologiques aux XII^e et XIII^e siècles. Dans toute l'Europe, la foi apparaît comme

l'inspiratrice privilégiée de l'intelligence et des arts. Dans les universités naissantes, maîtres et étudiants entendent échapper totalement à la juridiction laïque et le plus possible à celle de l'évêque, pour dépendre directement du Pape. À cet égard, la reconnaissance de l'université de Paris par Grégoire IX en 1231 est exemplaire : *«Paris, mère des sciences, brille d'un éclat précieux, grâce à ceux qui apprennent et à ceux qui enseignent. Là on prépare pour la milice du Christ l'armure de la foi, le glaive de l'esprit et les autres armes qui clament les louanges du Christ... Si, par hasard, la taxation des loyers vous est retirée ou si une offense ou un tort grave vous est fait, il vous sera permis de suspendre les cours jusqu'à l'obtention d'une réparation appropriée»*^[6].

2. Expansion et défense de la chrétienté

La chrétienté est une réalité temporelle et spirituelle, une société qui englobe toute l'existence humaine. Mais, alors que l'Europe semble avoir évangélisé tous les peuples qui composent son unité, vaudois, cathares, et bien d'autres groupements dissidents se développent dans le Languedoc, le Dauphiné, la Provence et l'Italie du Nord. Devant la menace de nouvelles divisions, le Siège Apostolique encourage une nouvelle forme de vie religieuse, **les ordres mendiants**, bien adaptés aux nécessités de l'époque, avec Saint Dominique et François d'Assise. Dès le XIII^{ème} siècle, les Franciscains partent vers l'Extrême-Orient, traversent le Sud de l'Inde évangélisé par l'Apôtre saint Thomas, et gagnent la confiance des Mongols qu'ils évangélisent. Le pape Clément V envoie plusieurs évêques, et le Franciscain Jean de Montecorvino devient le premier archevêque de Pékin.

Le drame du Grand Schisme d'Occident permet de mesurer par la négative le rôle du Siège Apostolique dans la construction européenne. Lorsqu'une partie de la chrétienté ne reconnaît plus le Vicaire du Christ, l'Europe se divise. Lorsque notre pape Benoît XVI m'a chargé de présider en son nom comme Envoyé spécial le début du VII^{ème} centenaire du séjour des papes en Avignon, j'ai relu avec admiration l'exhortation de sainte Catherine de Sienne à Grégoire XI, pour le faire retourner à Rome : *«Soyez le véritable successeur de Saint-Grégoire... Ne tardez pas, Vicaire de Jésus, vous devez reprendre votre propre siège»*^[7].

Alors que le schisme *«d'Orient»*, avec les îles grecques, était aux portes de l'Italie, une circonstance politique dramatique allait donner l'occasion de renouer des relations avec Constantinople. Les empereurs byzantins, aux abois devant l'avancée des Turcs Ottomans, souhaitaient obtenir l'aide militaire de l'Occident, mais celle-ci présupposait la recomposition de l'unité de l'Église, objet du concile de Florence. Après les tentatives du concile de Lyon en 1274, une délégation byzantine de plusieurs centaines de personnes, dont l'empereur et le patriarche de Constantinople, arrive en Italie. Un décret d'union est signé

le 5 juillet 1439. L'Église grecque et sa fille, l'Église de Russie, mais aussi l'Église bulgare et l'Église serbe qui oscillaient entre la mouvance de Constantinople et celle de Rome, rejoignent l'unité catholique. De nouveau, un concile était au plein sens du terme oecuménique ! L'Europe retrouvait pour quelques années ses vraies dimensions. Avec le temps et la coopération des princes, l'union aurait pu devenir réalité, mais l'Occident ne s'intéressa guère au sort de Constantinople qui tomba avec les restes de l'Empire romain d'Orient aux mains des Turcs en 1453.

3. Les transformations du monde. Vers la disparition de l'unité européenne

L'angoisse devant la mort, l'inquiétude du salut qu'elle engendre, les déviations de la dévotion, et la crise de l'intelligence des XIV^{ème}-XV^{ème} siècles transforment la vie chrétienne et préparent la Réforme protestante. Face à ces forces centrifuges, Jean Gerson, chancelier de l'Université de Paris, qui appelle à la réforme de l'Église, est à compter au nombre de ceux qui exercèrent une influence qui aurait pu être décisive, si elle était parvenue à s'imposer, et la Réforme du XVI^{ème} siècle se serait probablement opérée, avec le concours de toute l'Église.

La crise ouverte par la Réforme protestante sera lourde de conséquences, car elle détermine une nouvelle division dans l'Europe, au moment où naissent les États modernes. Si les Papes de la Renaissance surent favoriser le renouveau des lettres, des arts et des sciences, cet humanisme chrétien qui tend à pénétrer l'ensemble de l'Europe ne permet cependant pas de faire échec aux facteurs de divisions. Le Saint-Empire romain germanique vacille : l'Allemagne se divise pour ou contre Luther. L'Europe s'affaiblit et mesure l'ampleur du désastre lorsque les Turcs sont aux portes de Vienne !

Pour répondre aux nécessités des temps, Rome entreprend, parmi mille difficultés, de tenir le concile de Trente, le plus grand sans doute de toute l'histoire, pour réformer l'Église, et tenter une réconciliation des chrétiens désunis, tel est le programme du Siècle Apostolique. Mais c'est compter sans les soupçons, les jalousies, les oppositions, entre l'Espagne, la France, l'Empire. Malgré ces oppositions tenaces - le roi de France interdit aux évêques du Royaume de participer en 1551-1552 à la seconde période du concile, car il soupçonne le Pape d'être à la solde de l'empereur - le Siècle Apostolique parvient, au bout de dix-huit années, à clôturer le concile. Mais la chrétienté éclate en de multiples Églises au cours du XVI^{ème} siècle. Une nouvelle géographie religieuse se met en place, dont les contours définitifs se fixent définitivement en 1648, à la fin de la Guerre de Trente Ans. En 1555, la paix d'Augsbourg prend acte de la division religieuse de l'Allemagne. Les princes seuls ont la liberté de choisir leur religion : « *Cujus regio, ejus religio* ». Les sujets doivent suivre le prince ou

s'exiler. Les souverains de Suède en 1527, ceux de Danemark et de Norvège en 1537, optent pour le luthéranisme. Henri VIII se proclame chef de l'Église d'Angleterre, et l'Écosse passe au calvinisme, tandis que l'Irlande refuse fermement la Réforme que l'Angleterre veut lui imposer. En France, les Guerres de Religion ensanglantent le pays jusqu'à ce que Henri IV signe *L'Édit de Nantes*, et ramène la paix religieuse dans le Royaume. Les Pays-Bas des Habsbourg, aux mains de Philippe II d'Espagne depuis 1555, n'échappent pas aux divisions. Les Réformés constituent un État libre dans les provinces du Nord, autour de Guillaume d'Orange. L'ancienne Europe unie dans la confession de la même foi a éclaté en multiples Eglises, dont la faiblesse, une fois le lien rompu avec Rome, est d'être sous la coupe des pouvoirs nationaux.

Dans le prolongement du concile de Trente, les Papes multiplient leurs interventions au bénéfice de l'Église universelle, dont l'unité spirituelle de l'Europe est la première bénéficiaire. Pie V publie *Le Catéchisme romain, le Bréviaire romain et le Missel romain*. Pour lutter contre l'anarchie des rites et favoriser l'unité liturgique, il ne recule pas devant la perspective d'un certain appauvrissement, et supprime rites et pratiques liturgiques qui ont moins de deux siècles. Grégoire XIII fonde de nombreux collèges et séminaires, dont l'Université grégorienne, et institue les nonces permanents auprès des souverains. Sixte-Quint met en place les 15 congrégations de la Curie romaine. Paul V publie en 1614 le *Rituel romain* qui devait demeurer en usage, avec quelques retouches de détails, jusqu'à la réforme liturgique du concile Vatican II et dont le Pape Benoît XVI, par le *Motu Proprio* de juillet 2007, a élargi la possibilité d'utilisation. L'application du concile de Trente allait permettre au Siège Apostolique de poursuivre dans l'Europe moderne son inlassable activité spirituelle au service de l'unité. Parmi les instruments de cette «politique», la Compagnie de Jésus a joué un rôle de premier plan dans le domaine de l'éducation et de la culture, qui ne laisse pas d'inquiéter certains souverains, jusqu'à entraîner sa suppression par l'autorité civile.

L'essor des ordres religieux encouragés par les papes de la période post-tridentine contribue largement à recomposer une hypothétique unité européenne. Les personnages de relief ne manquent pas : Ignace de Loyola et Philippe Néri, Pierre Canisius et Charles Borromée, Thérèse d'Avila et Jean de la Croix, le cardinal Baronius et le cardinal de Bérulle, François de Sales et Jeanne de Chantal, Angèle Mérici et ses Ursulines, Mary Ward et ses Dames anglaises, Vincent de Paul, Louise de Marillac et ses Filles de la Charité. Mais, face à l'action constructive du Saint-Siège et de l'Église désormais acquise dans sa totalité à la réforme tridentine, et comme en opposition dialectique avec elle, surgissent des forces nouvelles, porteuses de nouvelles divisions. Le jansénisme et dans une moindre mesure le quietisme divisent la France, l'Espagne, et les

Pays-Bas. Le gallicanisme, issu d'un absolutisme royal qui se veut en France maître de l'Église, sinon des consciences, cristallise une crise théologique et politique. Le Parlement exige que toute décision romaine soit enregistrée, autorisée pour avoir force de loi. Lors de l'assemblée du clergé convoquée par le roi en 1681, Bossuet fit un discours remarqué sur l'unité de l'Église et rédigea en 1682 sa fameuse *Déclaration des Quatre Articles* considérée comme la charte du gallicanisme : le roi est maître en son royaume et n'est soumis à aucune puissance ecclésiastique, les usages gallicans doivent être respectés, le concile est supérieur au Pape. Louis XIV revendique une totale indépendance pour l'Église gallicane, et entend se présenter comme le champion du catholicisme et de l'unité religieuse. Il aboutit ainsi, en 1685, à la révocation de l'Édit de Nantes, la plus grave sans doute de ses erreurs politiques. C'est dire que les facteurs de division de l'Europe furent à la fois politiques et religieux.

III. Le siècle apostolique et l'Europe du XX^{ème} siècle : l'unité s'enracine dans le patrimoine commun

1. À l'aube du XX^{ème} siècle, une Europe divisée.

Au début du XX^{ème} siècle, l'Europe moderne est un continent en plein développement, qui tend toujours plus à s'éloigner de ses origines chrétiennes. L'ensemble des révolutions, de 1789 à 1917, donne naissance à des structures non seulement étrangères, mais souvent hostiles à l'inspiration chrétienne. En même temps **l'humiliation de l'Europe** au XX^{ème} siècle est la conséquence des grands conflits où le continent divisé entame ce qui peut apparaître comme son déclin dans le monde, au profit de nations nouvelles.

Les événements tragiques que furent la révolution bolchevique, le nazisme et les deux Guerres mondiales interpellent l'Église catholique au plus profond d'elle-même, car il s'agit du destin d'un continent qu'elle avait largement façonné. Le Saint-Siège tente en vain d'intervenir. Qu'il suffise de rappeler l'action de Benoît XV en 1915 pour empêcher l'Italie d'entrer dans le conflit, et ses propositions de paix, le 1^{er} août 1917. Le pape propose une paix de compromis que les catholiques français eux-mêmes rejettent, avec l'éloquence du Père Sertillanges, le 10 décembre 1917, dans l'église de La Madeleine à Paris : *« Très Saint-Père, nous ne pouvons pas pour l'instant retenir vos appels à la paix... Notre paix ne sera donc pas une paix conciliante. Ce ne sera pas la paix des diplomates, ni la paix de Stockholm, ni la paix des Soviétiques, ni la paix illusoire quoique sincère de nos socialistes : ce ne sera pas même - et nous le regrettons de toute notre âme - la paix par une paternité s'élançant entre les deux camps, ce sera la paix par la guerre âpre et menée jusqu'au terme, la paix de la puissance brisant la violence, la paix du soldat... Nous sommes les fils qui disent parfois : Non, non, comme le rebelle apparent de l'Évangile ».*

À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Italie obtient que le Vatican soit exclu de la discussion des traités de paix, de crainte que ne soit évoquée la question romaine. Ainsi, le Siège Apostolique ne devint pas membre de la Société des Nations, et fut déçu par les traités de paix. L'Autriche catholique était dépecée, la Yougoslavie artificiellement érigée, même si, en contrepartie, des États catholiques retrouvaient leur indépendance : la Pologne et la Lituanie.

2. La fin d'un monde et l'aspiration à l'unité européenne

Les dix années qui suivirent la Grande Guerre furent marquées par l'apaisement de nombreux conflits surgis en Europe dans les premières années du siècle, entre l'Église et les États. Il y eut même une éphémère tentative de rapprochement avec la Russie soviétique au cours de la Conférence de Gênes en 1922. Après l'élection du patriarche de Moscou, Tykhon, en 1918, le Saint-Siège espère obtenir la pleine liberté religieuse et Pie XI envoie une mission pontificale en Russie porter des secours aux victimes de la guerre civile et de la famine. Tous ces efforts n'empêchent pas la persécution de s'abattre sur toutes les communautés chrétiennes de Russie. Par milliers, évêques, prêtres et religieux furent martyrisés.

En Europe Occidentale, Benoît XV et Pie XI parviennent à rétablir des relations normales avec la France et avec l'Italie. Cependant, la 2^{ème} Guerre mondiale renverse complètement les données européennes et mondiales. Pour le Saint-Siège, un constat s'impose en 1945 : l'Europe, point d'ancrage du christianisme depuis vingt siècles, n'est plus que ruines. Désormais, les destinées du monde semblent appartenir aux deux vainqueurs du conflit, les États-Unis, puissance lointaine en majorité protestante, et l'Union Soviétique au régime antireligieux, qui, à Yalta, fait passer dans sa zone d'influence l'ensemble de l'Europe Centrale. Les unes après les autres, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie et Yougoslavie se voient imposer des régimes marxistes-léninistes athées et rompent leurs relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Dans les pays catholiques, les gouvernements tentent d'imposer des Églises nationales coupées de Rome, les croyants sont persécutés, l'antagonisme est poussé à son paroxysme entre les Églises orthodoxes aux mains des gouvernants et les gréco-catholiques contraints à l'assimilation orthodoxe ou à la persécution. L'Europe Occidentale est sortie de la Guerre, exsangue. Déjà, les plus lucides le savent : seule l'union européenne permettra au continent d'affronter son destin.

Lorsque naissent les mouvements européens, à la suite de l'appel de Churchill du 19 septembre 1946, Pie XII manifeste le plus grand intérêt. Il envoie un représentant personnel à leur premier congrès, en mai 1948, et encourage la

création du Conseil de l'Europe. Les grands protagonistes de ce mouvement d'union par la réconciliation, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, et Robert Schuman, sont des catholiques convaincus. Devant la montée en puissance des Soviétiques, les Occidentaux n'ont plus le choix. Pie XII lance un appel à l'union cordiale entre tous les pays européens, le 11 novembre 1948 : *«Il n'y a pas de temps à perdre. Et si l'on tient à ce que cette union atteigne son but, si l'on veut qu'elle serve utilement la cause de la liberté et de la concorde européennes, la cause de la paix économique et politique internationale, il est grand temps qu'elle se fasse. Certains se demandent même s'il n'est pas déjà trop tard»*. Et, aux pèlerins de Pax Christi, Pie XII dit au lendemain de la création de la Communauté Européenne, le 27 mai 1952 : *«Si aujourd'hui des personnalités politiques conscientes de leurs responsabilités, si des hommes d'État travaillent pour l'unification de l'Europe, ... l'Église ne reste vraiment pas indifférente à leurs efforts. Elle les soutient plutôt de toute sa force, de ses sacrifices et de ses prières»*.

Après l'entrée en Hongrie des troupes soviétiques et la crise de Suez, le message de Noël de 1956 fait de la solidarité de l'Europe une exigence concrète de l'heure présente. *L'Osservatore Romano* du 27 mars 1957 salue la signature des traités de Rome instituant le Marché commun européen et l'Euratom, comme l'événement le plus important et le plus significatif de l'histoire moderne de la Ville Éternelle. Le 4 juillet 1958, quelques mois avant sa mort, Pie XII confie à saint Benoît la restauration de la paix et de l'unité de l'Europe, afin que les peuples européens s'unissent par un lien de vraie fraternité. Pie XII ne s'est jamais résigné à la division de l'Europe dont il avait été le témoin angoissé et impuissant au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale^[8].

Pour Jean XXIII, un des moyens les plus efficaces pour garantir une paix durable entre les hommes, consiste à les faire collaborer à des tâches positives. Il ne manque pas d'encourager les Semaines Sociales de France réunies à Strasbourg à construire *«L'Europe des personnes et des peuples»*. Pour lui, sa réussite dépend du **vouloir-vivre ensemble** enraciné dans un **patrimoine** européen, humaniste et universel, dont les éléments apparaissent dans chaque nation comme autant de richesses propres et communes en même temps : *«Ce qui a modelé l'âme européenne, depuis maintenant deux millénaires, c'est le Christianisme qui a mis en relief les valeurs de la personne humaine, sujet libre, autonome et responsable. Ce personnalisme qui respecte la vocation de chaque être et insiste sur la complémentarité du corps social, est la clé de voûte du patrimoine européen qui déploie tous ses éléments : richesses intellectuelles et morales, culturelles et artistiques, jusqu'aux progrès techniques et scientifiques. L'Europe en voie de construction sera donc, comme le propose la semaine Sociale de Strasbourg, une «Europe de personnes et de peuples», réalité vivante et originale, qui prend son élan à partir des caractéristiques nationales»*^[9].

3. Vers l'Europe unie et ouverte

«*Nous aussi, nous sommes pour l'Europe unie !*», déclare son successeur Paul VI, le 2 septembre 1963, à la Fédération universitaire des catholiques italiens (FUCI). Avec Paul VI, le Saint-Siège prend une part active aux travaux du Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe, qu'il s'agisse de l'enseignement ou de la recherche, des questions de droit ou des programmes d'action culturelle^[10]. Pour le Saint-Siège, l'Europe est porteuse d'une mission universelle. En 1967, année de l'encyclique «*Populorum Progressio*», et du X^{ème} anniversaire des traités de Rome, Paul VI déclare au général De Gaulle, le 31 mai : «*Ce n'est qu'une étape sur la route de la paix et de la véritable fraternité entre tous les peuples du globe. Il faut viser plus loin, élargir l'horizon aux dimensions du monde*». C'est dans cette optique qu'il décide de répondre positivement à l'invitation adressée au Saint-Siège de participer à la conférence d'Helsinki sur la paix et la sécurité en Europe. L'ambition du Saint-Siège était, par le biais de cette conférence, de faire émerger un certain nombre de **valeurs communes**, et leur respect par tous, une ambition considérable, car depuis 1945, l'Europe divisée en deux blocs avait perdu tout langage commun. L'intuition s'est révélée exacte, au point de départ des événements qui ont rendu possible la recomposition de l'unité de l'Europe.

Avec l'élection de Jean-Paul II, le Saint-Siège poursuit sa *politique* de participation à la construction de l'Europe, mais le Pape venu de l'Est y apporte une vision renouvelée. La prise de position fondamentale, qui oriente la contribution spécifique du Saint-Siège depuis 1978, tient en quelques mots : **le pape se refuse à la division politique du continent**. L'idée n'est pas nouvelle, mais les termes sont désormais très vigoureux. Dans le vocabulaire pontifical, l'Europe ne signifie plus seulement l'Europe Occidentale. Le 5 avril 1979, Jean-Paul II s'adresse à la présidence du Parlement européen en ces termes : «*Dans la partie de l'Europe que vous représentez..., les partenaires ainsi réunis n'oublieront pas évidemment qu'ils ne constituent pas à eux, seuls toute l'Europe, ils demeureront conscients de leur responsabilité commune pour l'avenir du continent tout entier, ce continent qui, au-delà de ses divisions historiques, de ses tensions et de ses conflits a une profonde solidarité*»^[11].

A cette prise de conscience, le Conseil des Conférences Episcopales d'Europe (CCEE) contribue par sa façon globale de traiter les problèmes de l'Église^[12]. Les valeurs européennes ne sont pas étrangères au christianisme, elles ne sont même compréhensibles qu'à travers lui, et les crises ne sauraient trouver solution sans le concours de l'ensemble des chrétiens. C'est dans cette perspective que, le 31 décembre 1980, Jean-Paul II proclame les saints Cyrille et Méthode, avec saint Benoît co-patrons de l'Europe, qui «*dans son ensemble géographique*

est pour ainsi dire le fruit de l'union de deux courants de traditions chrétiennes auxquels s'ajoutent aussi deux formes de cultures diverses mais en même temps profondément complémentaires»^[13].

Et, pour préparer l'Assemblée Spéciale du Synode des Évêques pour l'Europe de 1991, Jean-Paul II me demande de tenir un Symposium du Conseil Pontifical de la Culture sur Christianisme et Culture en Europe. Mémoire, conscience, projet, afin de l'enrichir des réflexions de représentants des diverses cultures européennes, qui trouvent leur source dans l'Évangile. Face aux défis que devra affronter la société, l'avenir du continent dépend largement de l'aptitude des chrétiens à renouer les liens rompus, et toujours distendus entre disciples du Christ, et de leur dialogue avec toutes les familles spirituelles qui la composent, pour lui donner une âme^[14]. Ce fut l'objet de la Rencontre européenne de Vienne que j'ai eu la joie de présider en mai 2006 avec le Métropolitain Kyrill, alors président du Département des relations extérieures du Patriarcat de Moscou.

Si, en raison de mes longues années de service du Saint-Siège, à la Secrétairerie d'État des Papes Jean XXIII et Paul VI, de 1959 à 1971, puis, après la décennie de mon Rectorat à l'Institut Catholique de Paris, auprès de Jean-Paul II et de Benoît XVI, au Secrétariat pour le dialogue avec les non-croyants, au Conseil Pontifical de la Culture et au Conseil Pontifical pour le dialogue interreligieux^[15], j'ai privilégié dans mon propos l'influence du Siège Apostolique dans la construction de l'Europe, c'était pour souligner son rôle spécifique, mais non exclusif. Comme l'expansion des grandes familles religieuses fut au cours des siècles passés un important facteur d'unification de l'Europe, ce sont aujourd'hui les grands mouvements supra-nationaux qui s'originent dans une communauté ou une personne, de Chiara Lubich et de Taizé, aux grands rassemblements de jeunes que sont les JMJ autour du Pape.

L'Europe tournée vers l'avenir et vers le monde

De Saint-Jacques de Compostelle, le 9 novembre 1982, Jean-Paul II lançait à l'Europe ce cri plein d'amour : «*Rencontre-toi de nouveau. Sors de toi-même. Tu peux être un phare de civilisation et de progrès pour le monde !*» Au fil des siècles, l'influence du Siège Apostolique sur la construction de l'Europe a assumé des formes diverses. Aujourd'hui il ne cesse d'inviter l'Europe entière à reprendre conscience de son histoire et de sa culture communes. Aux prises avec des problèmes gigantesques, elle pourrait succomber à la tentation de se replier sur elle-même, alors que, pour le Saint-Siège, le moment est venu, après des conflits dramatiques et la chute spectaculaire du mur de Berlin, de retrouver la totalité et de penser la nouveauté : reprendre conscience de son

patrimoine commun, pour nourrir un projet déployé aux dimensions que lui ont données la géographie et plus encore l'histoire^[16].

Dans le sillage de ses prédécesseurs, le Pape Benoît XVI ne cesse d'apporter sa contribution à la construction de l'Europe, sur laquelle le Cardinal Ratzinger a élaboré une exigeante réflexion dans son livre intitulé *Un tournant pour l'Europe?*, où il pose en conclusion «*Une question urgente : avec quoi pouvons-nous combler le vide spirituel qui s'est installé après l'échec de l'expérience marxiste ? Sur quelles bases spirituelles pouvons-nous bâtir un avenir commun sur lequel l'Est et l'Ouest se rejoignent en une nouvelle unité, mais où le Nord et le Sud trouvent également un chemin commun ?*»^[17].



Notes

- [1] P. POUPARD, Rome. *Pèlerinage*, éd. refondue, Paris, Bayard-L'Emmanuel, 1997 ; *Guida a Roma*, nuova ed. Casale Monferrato AL, Piemme, 1991.
- [2] P. POUPARD, *L'Eglise au défi des cultures. Inculturation et Évangélisation*, cf. V, L'Église et la culture européenne, Paris, Desclée, 1989, p. 117-144.
- [3] JEAN-PAUL II, Lettre encyclique «*Slavorum Apostoli*», à l'occasion du onzième centenaire de l'œuvre d'évangélisation des saints Cyrille et Méthode, 2 juin 1985.
- [4] JEAN-PAUL II, Message «*Magnum Baptismi Donum*», à l'occasion du millénaire du baptême de la Rus' de Kiev, 14 février 1988.
- [5] JEAN-PAUL II, *Lettre Apostolique à l'occasion du onzième centenaire du «baptême» de la Lituanie*, 5 juin 1987.
- [6] Bulle de Grégoire IX, 1231.
- [7] Cité dans G. MOLLAT, *Les Papes d'Avignon 1305-1378*, 9^e éd. revue et augmentée, Paris, Letouzey, 1950, p. 270-271.
- [8] *I Papi e l'Europa. Documenti di Pio XII, Giovanni XXIII, Paolo VI*, Torino, Ed. Elle di Ci, 1978. Et Philippe Chenaux, *L'Eglise catholique et le communisme en Europe (1917-1989)*. De Lénine à Jean-Paul II, Cerf, Paris, 2009.
- [9] Lettre du Cardinal secrétaire d'État, dans Doc. Cath., t. LIX, n° 1382, 19 août 1962, col. 1033-1038.
- [10] P. POUPARD, *Paolo VI e l'Europa*, dans *Notiziario dell'Istituto Paolo VI*, Brescia, n° 17, 1988, p. 131-144.
- [11] GIOVANNI PAOLO II, *Europa. Un magistero tra storia e profezia*, Casale Monferrato AL, Piemme, 1991, p. 44.

- [12] *Les Evêques d'Europe et la nouvelle évangélisation*, Conseil des Conférences Episcopales d'Europe, Paris, Cerf, 1991.
- [13] *Lettre apostolique «Egregiae Virtutis»*, dans Doc. Cath., 1981, p. 110-111.
- [14] *Christianisme et Culture en Europe. Mémoire, conscience, projet*, Paris, Marne, 1992. Les Actes sont aussi édités en italien, russe, polonais, espagnol, allemand, portugais, anglais. - *Donner une âme à l'Europe. Mission et responsabilité des Eglises, Istina/Pro Oriente*, Vienne-Paris, 2007.
- [15] P. Poupard, *Au cœur du Vatican. De Jean XXIII à Jean Paul II*, Perrin Marne, 2003.
- [16] JEAN-PAUL II au Parlement européen, Strasbourg, 11 octobre 1988, dans Doc. Cath., t. LXXXV, 6 novembre 1988, n° 1979, p.1044.
- [17] Card. J. Ratzinger, *Un tournant pour l'Europe ?*, Plon/Maison Saint-Augustin, 1996, p.135-136 et 160-161